

JEAN-PIERRE DUBOIS,
président d'honneur de la LDH

L'avenir,

Retour sur quatre années d'*Etat des droits de l'Homme en France*: le dossier de ce numéro paraît au moment où notre congrès de Reims, à la veille d'échéances démocratiques majeures et dans un contexte de profonds bouleversements mondiaux, pose la question de l'avenir que nous voulons et des moyens dont nous disposons pour contribuer à le construire. Etat des droits, état de nos forces, état du monde... Depuis bien longtemps, et singulièrement depuis 2007, nous luttons contre une régression profonde et durable des droits et des libertés dans notre pays. La monarchie élective de plus en plus « décomplexée » vide de sens réel la séparation des pouvoirs et étouffe les institutions indépendantes. L'obsession « sécuritaire » inspire une politique du fait divers, de la peur, du soupçon, de la surveillance généralisée et de la stigmatisation de groupes sociaux « dangereux ». La xénophobie d'Etat, qui fait de l'immigré une cible récurrente et lui impute chômage, insécurité et subversion culturelle, a importé de l'extrême droite l'ethnisation du politique et la manipulation de fantasmes « identitaires ». Les politiques publiques actuelles, qu'il s'agisse de fiscalité, de protection sociale ou de services

publics, détruisent les outils de solidarité et de lutte contre les inégalités dans une logique de démantèlement de l'Etat. Bref, nous sommes confrontés à une véritable « révolution conservatrice à la française », sur laquelle il sera long et difficile de revenir. Depuis longtemps aussi, nous mesurons, dans nos pratiques militantes, à quel point les mutations des sociétés contemporaines affectent l'exercice actif de la citoyenneté sans lequel il n'est pas de réelle garantie des droits, déstabilisent les institutions de la démocratie représentative, et questionnent la vitalité des acteurs de la « société civile », leurs formes traditionnelles d'expression et de mobilisation, voire la capacité des individus à penser et à agir collectivement.

2011 ou le réveil des peuples

Et voici que les changements du monde s'accroissent spectaculairement, mettant l'humanité entière face à d'énormes enjeux. La question de l'habitabilité de la planète pour l'espèce humaine nous oblige à repenser l'idée même de progrès, non pour abandonner à leur misère des milliards d'êtres humains mais pour articuler le juste et le durable, substituer aux gaspillages et aux nuisances la redéfinition

de la richesse et son partage équitable. Car l'emballement insensé de la marchandisation universelle, de la financiarisation hégémonique et de la concurrence généralisée a aussi déclenché une épidémie de crises sociales, et dépossède les citoyens et les peuples de la maîtrise réelle de leur avenir. Mais, en même temps, la dynamique de mondialisation, mêlant au pire le meilleur, rééquilibre le monde : en Asie, en Amérique latine et même désormais en Afrique et au Moyen-Orient, elle signifie marche en avant, montée en puissance... et, tôt ou tard, réveil civique et social. Or ce réveil des peuples balaie les propagandes ethnocentriques sur la « westernization » du monde, sur fond de modèle unique ultra-libéral... ou, plus récemment, sur le « conflit de civilisations » entre un Occident assiégé et un Orient inhumain, dont le 11 septembre 2001 a servi de métaphore ressassée jusqu'à l'écoeurement. L'année 2011 restera dans l'histoire comme celle qui fit tomber les masques : à Tunis, au Caire, à Sanaa, à Damas, et la liste n'est pas close, les clichés culturalistes et les assignations identitaires n'ont plus cours. En « dégageant » les sous-traitants dictatoriaux et corrompus d'un ordre injuste dont « l'Occident »

Rarement les raisons de défendre notre conception de la démocratie politique et sociale, de la citoyenneté active garante des droits de tous, auront été à la fois aussi fortes et confrontées à de si grands défis.

entre nos mains...

s'accommodait fort bien, les peuples ont détruit la fausse alternative entre violence despotique et terreur djihadiste, démontrant concrètement l'universalité des aspirations à la démocratie, à la liberté et à la justice sociale.

Un avenir qui reste à construire

Ces mêmes aspirations universelles provoquent aujourd'hui en Europe le rejet d'autres formes d'oppression et de périls pour le vivre ensemble. La refondation politique en Islande, les mouvements sociaux en Grèce, en Irlande, en Espagne et au Portugal, la défaite du pouvoir berlusconien et de la Ligue lombarde aux élections locales italiennes sont autant de signes de rejet ici de la régression sociale dictée par les agences de notation financière des États, là d'un pouvoir aussi corrompu que de l'autre côté de la Méditerranée qui construit sa domination politique sur l'appel à la haine et au rejet de l'autre. Comme l'indiquent, dans des contextes autrement plus dramatiques, l'impossibilité de faire taire et de décourager les manifestants syriens, la jeunesse iranienne ou les « dissidents » chinois, c'est bien la question démocratique qui est posée, irréversiblement, dans le monde entier. Mais les manifestants de la Puerta del Sol qui proclament : « *Si vous*

nous empêchez de rêver, nous vous empêcherons de dormir » ajoutent d'un même mouvement : « *Vous ne nous représentez pas.* » Nous revoici placés devant nos forces et nos faiblesses, face à l'ampleur des attentes mais aussi à l'absence de réponses politiques visibles et mobilisatrices. Non, l'ordre injuste actuel n'est pas la « fin de l'histoire », pas plus que Ben Ali, Moubarak et El Assad n'étaient l'avenir inéluctable des peuples qui subissaient leur tyrannie. Mais les alternatives ont failli et l'avenir reste à construire.

L'action de la LDH, plus que légitime

Le politique, qui se réduit trop souvent à un combat de chefs, sur fond d'institutions « hors sol » par rapport aux réalités sociales et impuissantes face aux injonctions des prédateurs financiers, a perdu l'essentiel de sa crédibilité. Pris dans l'individuation, la peur de la précarité et du déclassement et la perte des repères traditionnels, indignés par l'étalage cynique des inégalités et des privilèges, les citoyens d'une Europe qui a peur de l'avenir échapperont-ils à la montée des national-populismes ? Et les citoyens français... Vont-ils une nouvelle fois arbitrer un « grand prix du Président de la République » réduit au choix

du prochain monarque, abreuvés de slogans « communicants » dont on a pu mesurer la vacuité lors des précédents scrutins, avec en toile de fond la montée constante de l'abstention et de l'extrême droite ? Ou bien les choix décisifs qui permettront – ou non – de sortir des crises actuelles, d'inverser le cours de la régression des droits et des libertés, seront-ils sur la table, au centre des débats ? Rarement les raisons de défendre notre conception de la démocratie politique et sociale, de la citoyenneté active garante des droits de tous, auront été à la fois aussi fortes et confrontées à de si grands défis. Notre démarche du « Pacte pour les droits et la citoyenneté », notre volonté de « penser les droits de l'Homme et [d']agir dans un monde global » sont plus que jamais légitimes et fondées. C'est difficile, ce sera long, nombreux seront les obstacles. Mais là est la seule chance de redonner un contenu tangible à l'idée d'un progrès humain. C'est à cela que nous devons servir, c'est notre raison d'être. L'exemple donné par ceux qui luttent loin d'ici, dans des conditions bien pires que les nôtres, et qui ont gagné, qui gagnent et qui gagneront encore, nous interdit de perdre courage. Persévérons donc, tout simplement. Ensemble...